



Dossier

Sécurités ?



Editorial

L'arbre qui cache la forêt



Félicien Mazzola

La sécurité, thématique omniprésente de l'automne politique électoral, est toujours abordée de façon réductrice. Cantonnée au problème de la délinquance, on finit par oublier l'essentiel : c'est la pauvreté, les inégalités, les conflits armés et les catastrophes naturelles qui créent l'insécurité.

Epidémie saisonnière

Depuis novembre et les élections cantonales, quelques mois ont passé et il faut croire que la crise de « sécurité » aigüe est passée. Il semblerait que les dealers aient disparu des Pâquis, que la « petite délinquance » se soit évaporée avec l'arrivée d'une nouvelle cheffe à la tête du département de la police. Peut-être ...

Ou peut-être que le problème n'est pas là où on l'imagine de prime abord. Ce numéro de Causes communes est consacré à cette thématique particulièrement complexe. Quels sont les facteurs qui créent le sentiment de sécurité ? Au-delà de la montée de la pauvreté provoquée par la crise financière, il faut rappeler que la sécurité a été de tout temps essentielle au développement des sociétés humaines : sécurité du logement, du travail, sécurité sociale, système de santé performant, sécurité militaire, assurances sociales, protection des travailleurs, des travailleuses, protection de l'enfance...

Les socialistes, en défendant la redistribution des richesses et le respect des droits humains réalisent une politique fondée sur la sécurité pour toutes et tous. Une sécurité basée sur des conditions de vie dignes pour tous les êtres humains, quelle que soit leur provenance et leur milieu socio-économique. N'est-ce pas la meilleure sécurité possible ?

Multi-facettes

Dans ce numéro nous abordons les multiples facettes de l'insécurité : les questions du droit à l'alimentation ou de la politique écologique sont aussi centrales que celles des politiques sociales et de santé ou de la protection du travail. Les socialistes, engagés sur le terrain, constatent chaque jour les dégâts engendrés par la crise financière, par une économie basée sur les fluctuations boursières particulièrement désécurisantes ou encore par des politiques culpabilisantes envers les sans emploi.

La question du rôle de la police, et en particulier la présence nécessaire d'une véritable police de proximité, démantelée par les politiques de droite, est également au cœur de nos préoccupations. Pour en parler, nous avons rencontré un policier de profession, socialiste de conviction, qui illustre bien le quotidien de la police, qui doit autant viser à prévenir qu'à punir.

Enfin, pour illustrer cette thématique complexe, nous avons eu la chance de pouvoir travailler avec le photographe Eric Roset, connu pour son travail autour des migrants - roms entre autres. Il nous propose un regard transversal et décalé, avec un brin d'ironie permettant de prendre le recul nécessaire.

Traiter la cause, pas (seulement) les conséquences

De ces différents éclairages ressort une position socialiste : il s'agit de traiter les causes de ce qui se prolonge avec de réelles conséquences catastrophiques.

Ces causes ne sont pas inéluctables, mais résultent de choix politiques faits en toute conscience par les partis de droite et d'extrême-droite, dans le seul but d'assurer et d'accroître le pouvoir et la richesse des plus nantis de ce canton et des actionnaires de la planète.

Les solutions existent

Pour contrer cela, et pour tous ceux et toutes celles qui souffrent d'insécurité ou de pressions diverses, des solutions existent. Certaines sont présentées dans ce numéro, d'autres - nombreuses - sont encore à promouvoir et à préciser. Mettons-nous donc au travail, dès maintenant !

Points forts

Cause toujours / Brèves p.2

Actualités municipales p.3

Dossier : Sécurités ? p.4-9

Grand Angle : Regard sur Haïti / Cetim p.10

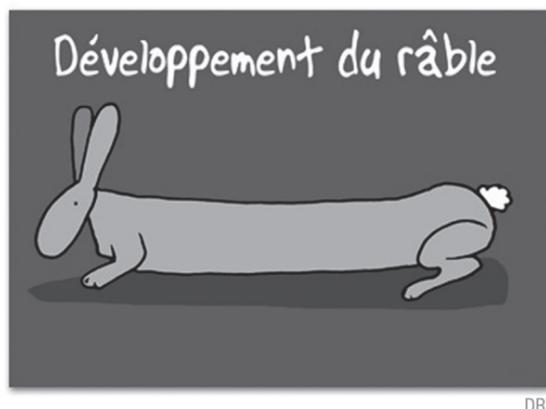
Comme une cause : l'Association Partage p.11

Portrait : Virginie Studemann-Wathier p.12

Promesses permanentes

«Le développement durable est la priorité des priorités des Nations Unies pour 2010», a déclaré le 11 janvier le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a appelé à la «mobilisation pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement», proclamé il y a déjà dix ans.

C'est pas le développement qui est durable, c'est le discours sur le développement durable.



4x4 de grands chemins

Défendant dans le magazine patronal «L'Extension» son projet de parking souterrain aux Eaux-Vives, l'incroyable bagnolard Jean de Toledo précise que la sortie dudit parking se situerait «dans le jardin anglais». Il y a un siècle, Alphonse Allais voulait construire la ville à la campagne. Aujourd'hui, de Toledo veut faire sortir les bagnoles du parking dans un jardin public.

On progresse.

Big father

Affichettes du «Matin»: «Antonio Hodggers filmé par un détective privé»...

Quand même, Ueli, t'exagères...

Mirage politique

«Chevrolet, dans son rêve d'exécutif de la Ville, est crédible», assure Pascal Décaillet dans «La Tribune» du 21 janvier. Ouais.

A propos, quelqu'un des nouvelles de la pétition lancée par Chevrolet et les milieux immobiliers pour la construction de 20'000 logements «tout de suite» à la Praille ?

Parc à bourges

La menace de voir implanté dans le périmètre Praille-Acacias-Vernets un quartier «haut de gamme» (un parc à bourges, en clair) est un «fantasme» qui, «né dans l'esprit torturé de certains», n'a «jamais existé officiellement», a assuré Mark Muller après la conclusion d'un projet d'accord sur ce périmètre entre ses services et les opposants au projet initial. On pourrait ironiser bêtement sur le fait qu'il ait fallu lancer un référendum pour que ce «fantasme» se dissipe ou sur le léger pléonasm qui consiste à proclamer qu'un «fantasme» n'ait «jamais existé», ce qui après tout est le lot commun des fantasmes, mais on se contentera de faire observer que la peur du vote populaire est le commencement de la sagesse urbanistique.

La raie du milieu

«UBS commence à remonter la pente», nous annonce le «Courrier» du 10 février. Ouais.

Même que c'est nous qui avons payé le tire-fesses...

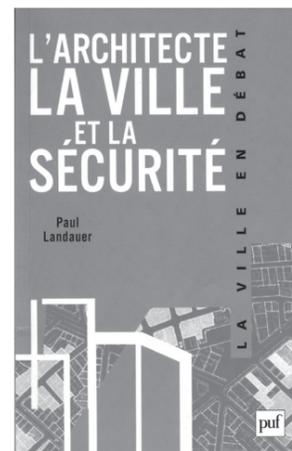
Pourris à tout prix

«Est-ce qu'un homme politique peut utiliser n'importe quel débat de société pour marquer des points?», se demande, à propos (par exemple) de l'initiative «antiminnarets» l'avocat libéral Alexandre de Senarclens, dans «La Tribune de Genève» du 29 janvier...

Recension

La ville et la sécurité

Sylvain Thévoz - Paul Landauer est architecte, enseignant à l'École d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée.



Dans ce bref ouvrage, il plaide pour une nouvelle compréhension de l'espace urbain afin de ne plus envisager la sécurité comme relevant uniquement de la police mais des architectes, des paysagistes et des urbanistes. Il tire tout d'abord un bilan lucide et critique des aménagements visant à gérer les flux des personnes et ses conséquences: l'imposition d'une mobilité maximale dans la ville

afin d'éviter les rassemblements de foule et donc les points de contact perçus comme a priori risqués.

Dénoncer le découpage

Il illustre sa réflexion par l'exemple des stades, des aéroports qui, à ses yeux, sont devenus les modèles de gestion courante et poussent à l'invention de zones privées, exclusives, séparées où certaines classes de citoyen-ne-s n'entrent même plus. Il dénonce ces découpages, car ils augmentent paradoxalement la menace que représente tout autre venant d'ailleurs. Ils portent aussi en eux le risque de faire disparaître tout espace public, et que des villes hyper-sécurisées soient soumises à des systèmes de protection qui les enferment et créent de l'insécurité.

Ouvrir l'espace

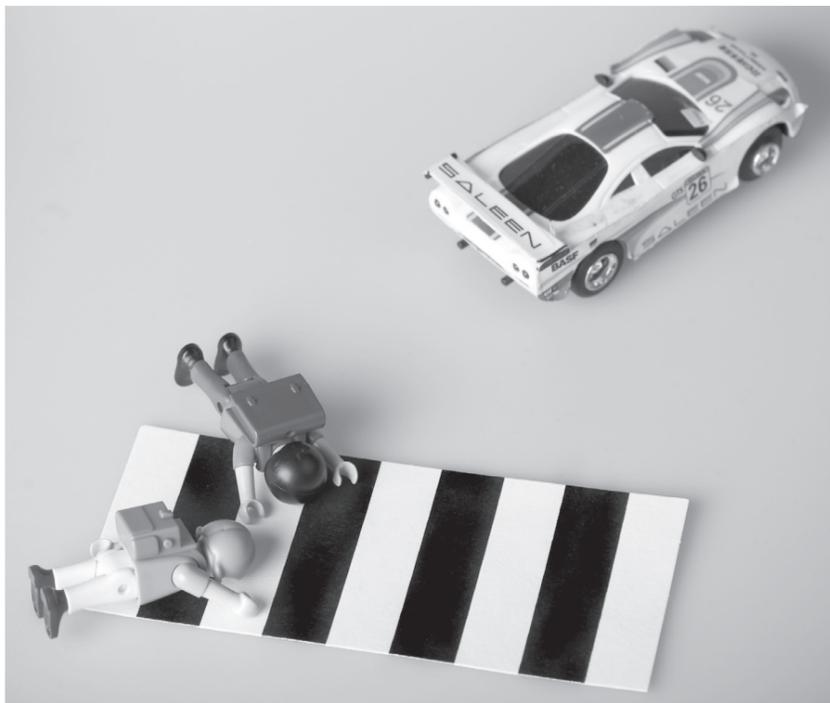
Ensuite, il plaide avec intelligence pour des aménagements où la meilleure sécurité est la présence des autres portée par une nouvelle pratique des espaces publics et de leurs mobiliers, et dont l'ouverture est le maître mot. Reprenant une intuition d'Aaron Betsky selon qui: «faire de l'architecture ne signifie pas seulement édifier mais donner vie à l'espace qui nous entoure et à nos relations sociales», il permet à ses lecteurs de rêver une ville nouvelle et un vivre ensemble permettant de vaincre la peur et d'habiter véritablement une ville commune.

Eric Roset: photographe

Photographe indépendant et auto-didacte, Eric est un passionné d'image depuis sa jeunesse. Dès lors, la photographie l'accompagnera à travers son parcours professionnel dans l'animation socioculturelle et sa passion pour la montagne.

Eric publie ses premières photographies en 2004 et collabore rapidement avec la presse suisse romande ainsi qu'avec diverses institutions. Il vit de la photo depuis 2007 et mène en parallèle depuis plusieurs années un travail autour des migrants - Roms en particuliers.

Pour ce numéro, il nous propose un regard transversal, pluriel et décalé sur la thématique de la sécurité.



© Eric Roset

Brèves

Décoder la vidéosurveillance

Grégoire Carasso - Quelle différence y a-t-il entre la vidéosurveillance contemporaine et la vidéosurveillance à papa? La première, dans sa réalité genevoise, coûte 2 millions par année et 6 millions d'investissements, pour 8 caméras. La seconde, au Grand-Saconnex, a représenté une somme unique de 200'000 francs, pour 60 caméras. Dans ce cas, les caméras ont été placées dans des lieux très délimités pour dissuader de commettre des déprédations mineures mais coûteuses.

Dans l'autre, des techniciens sont 24h/24h derrière une multitude d'écrans pour opérer un contrôle en temps réel de l'espace public. Cette vidéosurveillance active (et sans résultats démontrés) prive la collectivité de moyens pour renforcer une police de proximité, présente dans les rues, avec des postes dans les quartiers. Ainsi, il faut s'y opposer, quelles que soient les convictions de chacun et chacune dans l'arbitrage entre sécurité et libertés individuelles.

CAUSES COMMUNES - Bimestriel édité par le Parti socialiste de la Ville de Genève - 15, rue des Voisins - 1205 Genève - www.ps-geneve.ch - courriel: felicien.mazzola@ps-geneve.ch - Coordination rédactionnelle: Félicien Mazzola, Virginie Keller, Sylvain Thévoz. Ont collaboré à ce numéro: Luc Broch, Isabelle Brunier, Grégoire Carasso, Pascal Holenweg, Ninian Hubert van Blyenburgh, Vincent Gall, Laurence Fehlmann-Rielle, Aloys Lolo, Christian Lopez Quirland, Liliane Maury Pasquier, Danièle Mazzola, Roger Michel, Jean-Charles Rielle, Nicolas Roguet, Guillaume Mandicourt, Sandrine Salerno, Virginie Studemann-Wathier, Manuel Tornare, Alberto Velasco, Nicole Valiquer.

Graphisme, maquette et mise en page: www.ateliersud.ch. Impression sur papier recyclé: cyclus offset, Imprimerie Nationale, Genève. Tirage: 3000 exemplaires.

Causes Communes directement dans votre boîte aux lettres tous les deux mois pendant 1 an?

Seulement 10 francs!

Abonnez-vous en écrivant au PSUG!

par courriel: psug@ps-geneve.ch | www.ps-geneve.ch, rubrique journal |

Budget 2010

Indexation des subventions

Lors du vote du budget 2010 de la Ville de Genève, les Socialistes ont fait voter, grâce aux soutiens des membres de l'Alternative, une indexation au coût de la vie pour l'ensemble des subventions aux associations sociales, sportives et culturelles.



Christian Lopez-Quirland,
Conseiller municipal

Une victoire et une première, tant à Genève qu'en Suisse.

Le mécanisme d'indexation proposé par le Parti socialiste repose sur l'augmentation cumulée au coût de la vie sur ces 5 dernières années, soit 3.09%, ceci simplement afin de maintenir le «pouvoir d'achat» des associations à un niveau équivalent. Celles-ci doivent en effet faire face à des dépenses qui augmentent sans cesse, avec l'inflation, tandis que, situation fort injuste, les subventions reçues restaient au même niveau.

Le tissu associatif: un rôle primordial à Genève

Cela fait plusieurs années que les socialistes prônent et se battent pour que le principe de l'indexation soit adopté aussi bien au niveau cantonal que communal. En effet, les organisations du monde associatif jouent un rôle central dans la cohésion sociale, dans la construction du vivre ensemble et contribuent sans aucun doute à la qualité de vie.

Baisse constante

Depuis de nombreuses années, le monde associatif tire la sonnette d'alarme et demande à ce que les montants alloués puissent être renégociés. Cette demande est légitime étant donné que le coût de la vie augmente et que les charges fixes prennent l'ascenseur

(électricité, loyers, notamment). Sans une adaptation régulière, les associations voient par conséquent leur pouvoir d'achat diminuer d'année en année, pénalisant ainsi leur mission.

Des besoins bien réels

Dans ces conditions, on ne peut pas accepter le principe d'une subvention sans accepter qu'un jour ou l'autre on puisse indexer le montant alloué. Si tel devait être le cas, nous nous trouverions dans un système « de subvention caritatif ». En tant que socialistes, au contraire, nous sommes d'avis que lorsqu'une subvention est octroyée, c'est parce qu'il existe un réel besoin, une nécessité, voire une urgence. Les prestations et services accomplis par le monde associatif sont complémentaires à l'action des pouvoirs publics. Dès

lors, il s'agit de reconnaître les moyens dont ces acteurs de terrain ont besoin pour réaliser leur travail dans les meilleures conditions.

Reconnaissance du travail accompli et égalité de traitement

Il est exclu pour les socialistes d'avoir des associations de première et de deuxième classe. Celles pour qui l'indexation est de l'ordre de l'évidence et toutes les autres, la grande majorité, qui devraient se débrouiller comme elles le peuvent pour boucler les fins de mois.

L'indexation proposée par les socialistes en Ville n'est que justice et représente une avancée certaine vers la reconnaissance et l'égalité de traitement.

Ville de Genève

Un nouveau statut pour le personnel



Sandrine Salerno
Conseillère administrative

En 2010, la Ville de Genève et ses employé-e-s devraient disposer d'un nouveau statut du personnel: moderne, social, transparent et plus juste. Le projet est sous toit. Il a été transmis aux conseillers et conseillères municipales qui doivent encore l'approuver et mettre un point final à ce travail de Sisyphe.

Le projet a pris du temps. Beaucoup de temps même. Le Statut actuellement en vigueur date de 1926, les derniers changements d'importance de 1986 et le début des travaux sur la refonte de 1997.... Entre décembre 2007 et juin 2009, quarante séances se sont déroulées. Au cours de ces dernières, l'ensemble du Statut, article par article, a été discuté, débattu, revu et finalement approuvé par tous les partenaires.

5 objectifs

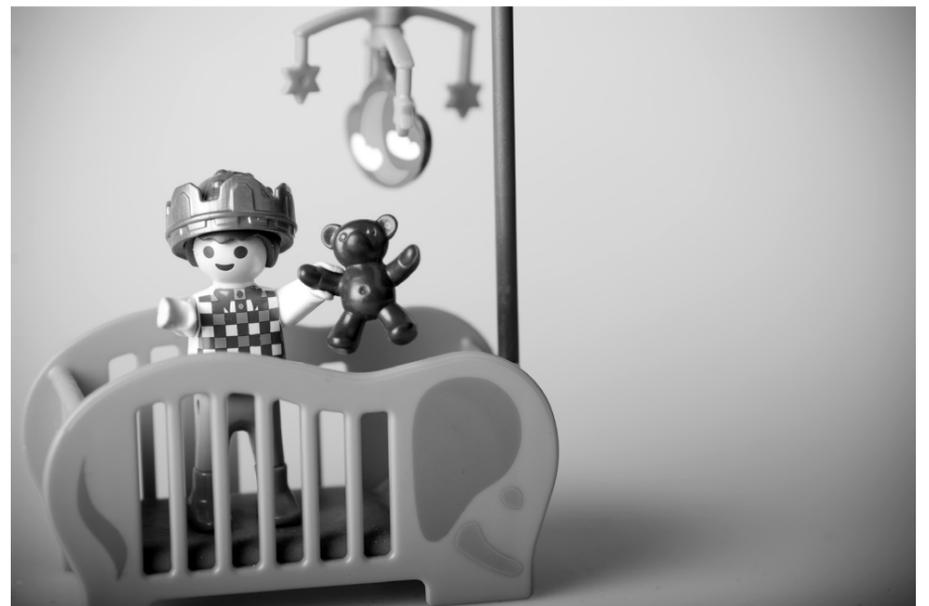
Au début de la négociation, le Conseil administratif s'est fixé cinq objectifs :

- la modernisation du Statut du point de vue des droits du personnel et de sa gestion
- le progrès social
- le dynamisme des rapports de travail, dans la garantie des droits du personnel
- la lisibilité par une simplification de la réglementation
- l'équilibre de la réforme

Revalorisation des petits salaires

Le résultat est à la hauteur des espérances. La refonte du Statut est d'abord une réforme sociale et progressiste. Avec à la clé, une revalorisation du salaire des premières classes de traitement et l'intégration des actuelles augmentations extraordinaires dans une grille salariale unique. Le nouveau Statut vise aussi à rendre la fonction publique de la Ville plus attractive en proposant une meilleure rémunération des employés et employées en début de carrière.

Un effort particulier a été consenti pour les familles. Une allocation mensuelle supplémentaire de cent francs a été accordée et, outre une amélioration du congé maternité, un congé paternité de quatre semaines a été introduit. Le principe d'égalité entre hommes et femmes au sein de l'administration municipale est



© Eric Roset

définitivement ancré dans le Statut. Par ailleurs, le nouveau Statut propose beaucoup plus de clarté: une grille et un règlement d'application uniques permettent une meilleure lisibilité des droits et devoirs de chaque employé-e et de l'employeur.

Une réponse cohérente et solide aux problématiques actuelles

Tout en consacrant la liberté syndicale et le rôle des organisations représentatives du personnel, le texte favorise la mobilité des collaborateurs et collaboratrices en améliorant la formation continue. Les procédures de licenciement ont été clarifiées. Après la période d'essai, le licenciement ne pourra être prononcé que pour un « motif objectivement fondé ». En outre, une nouvelle procédure de plainte a été introduite en cas d'atteinte à la personnalité (mobbing, harcèlement sexuel). Cela permettra

évidemment aux victimes potentielles d'être mieux protégées.

Transparence, partenariat social et égalité

Ce nouveau statut constitue une avancée sociale indéniable. Les principes qui nous sont chers ont été introduits: transparence, partenariat social et égalité. Celui-ci fera de l'administration municipale une administration exemplaire dans ses rapports avec ses employés et employées! Il était temps!

L'engagement ne
nuit pas à la santé

www.ps-geneve.ch/
adhesion

psvg@ps-geneve.ch |
022 338 20 78 |



Genève (XVIe-XIXe siècles)

L'obsession sécuritaire

Isabelle Brunier nous éclaire sur les processus de sécurités architecturaux et la nécessité de défendre Genève contre un extérieur menaçant depuis le XVIe. La sécurité peut prendre diverses formes : longtemps, pour notre ville, elle a été synonyme d'une enceinte parfaite, mettant les biens et les personnes à l'abri d'attaques surprises ou de sièges.



Isabelle Brunier,
Historienne,
Conseillère municipale

Genève, ville ouverte

Au Moyen Âge, et jusqu'aux années 1530, Genève, comme toutes les cités d'Europe, s'abritait derrière une haute et mince muraille ponctuée de tours rondes ou carrées, et percée de portes qui pouvaient être fermées la nuit ou en cas de danger particulier. Ces accès étaient nombreux puisqu'on en comptait huit sur la rive gauche et trois pour le bourg de Saint-Gervais. De plus, à l'extérieur de ces portes, le long des voies principales, des faubourgs s'étaient progressivement

constitués, souvent à proximité d'un établissement religieux comme le couvent de Palais, celui de Saint-Victor ou encore l'église paroissiale de Saint-Léger. Sur la rive droite, en revanche, Saint-Jean-hors-les-murs restait isolé.

La cité-forteresse

Dès 1530 cependant, six ans donc avant l'adoption officielle de la Réforme, les autorités prirent la décision de renforcer les défenses de la ville en choisissant une méthode radicale : la destruction totale des faubourgs extérieurs. Ceci en vue de dégager l'espace suffisant pour la construction d'une vaste enceinte bastionnée, elle-même précédée d'une zone non aedificandi destinée à contrôler l'approche d'éventuels ennemis. Ce

programme de démolition, qui suscita une forte opposition, fut néanmoins réalisé en dix ans et les anciens quartiers se virent graduellement remplacés par des bastions, ces éléments polygonaux avancés, reliés entre eux par des courtines, murailles basses et épaisses renforcées de remparts de terre. Ce nouveau type de fortification, inventé en Italie, devait résister aux attaques d'une artillerie à boulets de fer, lancés par des canons toujours plus puissants.

Commencé dans les années 1530, le chantier dura, en plusieurs étapes, jusqu'aux années 1750 environ, engloutissant durablement des sommes gigantesques, les forces des artisans et l'énergie des habitant-e-s astreint-e-s aux corvées pour aider à la construction. Et ceci sans compter les énormes quantités de matériaux (pierres, chaux et sable pour le mortier, terre) qu'il fallait trouver, transporter, assembler. Hommes, femmes, enfants, surtout issus des classes laborieuses puisque les riches pouvaient compenser leur travail en argent, se succédèrent pour ces rudes tâches, qui, rémunérées, assuraient pourtant également leur existence. Des besognes d'utilité publique en somme. De nombreux experts furent consultés, français d'abord, hollandais ensuite, donnant des avis parfois contradictoires sur ce que devaient être les solutions les plus efficaces.

Une seule et unique attaque

Des rumeurs entretenaient constamment l'angoisse de l'attaque de la part des ducs



de Savoie successifs, avec toutefois des périodes plus calmes et moins suspicieuses. Quel que soit le climat psychologique, les paysans savoyards apportaient leurs denrées quotidiennement au marché, et les propriétaires genevois montaient passer l'été dans leurs maisons de campagne... L'unique tentative, on le sait, se concrétisa par la fameuse Escalade dont l'échec fut immédiatement qualifié de « miraculeuse délivrance » renforçant ainsi l'image de la cité élue de Dieu ! Le programme de fortification se poursuivit cependant jusqu'au milieu du XVIII^e siècle avant d'être finalement interrompu au nom, entre autres, des impératifs budgétaires... Il fallut encore un siècle pour que James Fazy et les radicaux réussissent à convaincre leurs concitoyens de démolir cette énorme ceinture pour désenclaver la ville, la développer et l'ouvrir physiquement au monde !



© Eric Roset

Sécurité alimentaire

A quand une sécurité élémentaire

Balayer d'un revers de la main les préoccupations des habitant-e-s dans le domaine de la sécurité n'est certainement pas une voie à suivre. Focaliser le message socialiste sur cette seule thématique non plus, car nos réponses - police de proximité, lutte contre les inégalités, qualité de vie et création de perspectives sociales - s'inscrivent dans un projet de société qui intègre toutes les facettes de la sécurité.



Grégoire Carasso,
Conseiller municipal
Président PS Ville
de Genève

Une denrée vitale

L'une d'elle, tellement élémentaire, est la sécurité alimentaire. Qui peut remettre en question que sans une quantité suffisante d'eau et d'aliments, la vie n'est pas possible ? Le quartier le plus violent du

monde laisse à n'importe qui un espoir de survie plus long que la privation d'eau et de nourriture. Pourtant, l'insécurité alimentaire gagne à nouveau du terrain.

Jusqu'à récemment, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pouvait faire valoir une situation en progression : entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1990, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde avait légèrement diminué (878 à 825 millions)

tandis que la croissance démographique battait des records. Le pourcentage des personnes sous-alimentées dans les pays en voie de développement passait de 33% en 1969, à 16% en 2006.

La déroute du système de marché déréglé

Mais la spéculation sur les prix agricoles et la crise financière ont radicalement inversé ces tendances : en 2009, plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de sous-alimentation. Ces chiffres, pas plus que les images - émeutes ou migration - de la faim, ne semblent pouvoir faire face à une indifférence croissante.

La Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels ou les objectifs du millénaire pour le développement n'y feront rien tant que le système commercial international en général - et celui des denrées alimentaires en particulier - continuera à reposer sur une logique économique de quantité et de prix.

Le meurtre d'un enfant toutes les 5 secondes

La planète produit suffisamment d'aliments pour nourrir 12 milliards d'habitants. Avec une population mondiale de 6 milliards, comment peut-on défendre un marché agricole qui

provoque la mort d'un enfant de moins de dix ans toutes les 5 secondes ? Autant de meurtres comme le précise Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'ONU du droit à l'alimentation.

Pour une véritable politique agricole de proximité

En Suisse, l'UDC défend depuis toujours d'un côté ce marché international qui détruit les petits producteurs à l'étranger, et de l'autre un soutien financier aux petits agriculteurs suisses. Et pour masquer ce paradoxe, ce parti ajoute comme onction idéologique la souveraineté alimentaire, bien comprise comme une condition d'une politique de réduit national.

Pour les Socialistes, le sens du soutien à une agriculture de proximité ne repose pas sur le critère national, mais sur le local et le global. Sur le local pour l'emploi, les liens, la qualité de vie et l'environnement ; et sur le global pour que ces soutiens ne détruisent pas ailleurs d'autres réalités locales. Un bateau qui transporte d'un bout à l'autre du monde des tonnes de blé génère une pollution et une concurrence insoutenable pour la région où il déversera ses tonnes d'aliments. La réalité de ces « coûts » environnementaux et sociaux n'est jamais intégrée dans les jolis modèles économiques sur les échanges internationaux. La planète et les êtres humains en paient le prix chaque jour.

Investir dans une politique de cohésion sociale

Diminuer les coûts de la politique sécuritaire de demain

Lorsqu'on évoque le thème de l'insécurité, on pense en premier aux agressions, aux incivilités, aux dealers, aux vols à l'astuce, etc. mais on oublie souvent que l'insécurité c'est aussi une situation de chômage, un problème de logement, une mauvaise intégration sociale. Combattre l'insécurité est un travail quotidien qui demande les forces de chacune et chacun et le développement de politiques publiques volontaristes.



Manuel Tornare,
Conseiller administratif

Il y a deux aspects qui influencent de manière directe le niveau de sécurité, la prévention et la répression. J'évoque dans cet article le premier, la prévention, qui est au centre de l'action du département que j'ai la responsabilité de diriger, celui de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports de la Ville de Genève.

Nous fournissons de nombreuses prestations de qualité à la population, des plus jeunes aux plus âgés. Pour commencer par les plus jeunes, une politique active de la petite enfance a été pratiquée

depuis plus de 10 ans; la demande de places en espaces de vie enfantine est aujourd'hui satisfaite à 62% contre 31% seulement en 1999. Cette politique permet à de nombreuses femmes de retrouver le monde de l'emploi pendant que les enfants apprennent à vivre en société et s'intègrent dans des groupes multiculturels.

Puis l'enfant grandit et d'autres prestations lui sont offertes, les restaurants scolaires, les ludothèques, les activités développées par les maisons et espaces de quartier, les colonies, les écoles de sports, etc.

Les seniors ne sont pas en reste avec des lieux tels que la Cité seniors ou les clubs d'ânés, de nombreux cours et une pléthore d'activités qui leur sont proposés.

Au niveau sportif, la Ville de Genève développe une politique sportive sur l'ensemble du territoire cantonal. Genève compte plus de 75 associations, plus de 800 clubs et près de 115'000 sportifs licenciés, sans compter les milliers d'adeptes qui pratiquent le sport, de manière individuelle et plus souple, sans être affiliés à un club. Cette politique permet l'intégration par le sport de milliers de jeunes, de seniors, d'étrangers, de personnes en situation de handicap.

Pour les personnes plus fragiles, il existe des aides individuelles, des prestations complémentaires pour lesquelles je continue à me battre. Nous développons un soutien aux jeunes en rupture. Nous gérons des logements d'urgence ainsi que des clubs sociaux où les plus

démunis peuvent se nourrir au chaud et être aidés. On peut encore mentionner les nombreuses manifestations organisées tout au long de l'année: la fête des voisins, le festival livre et petite enfance, la soirée citoyenne, la fête du sport, le festival arbres et lumières, etc...

Toutes ces actions et prestations de proximité en faveur de l'ensemble de la population genevoise permettent de favoriser la cohésion sociale et de renforcer le lien social dans les quartiers. La prévention est le premier pilier qui permet de lutter contre l'insécurité. Or comme chacun le sait, moins il y a de cohésion sociale, plus l'insécurité grandit. Investir aujourd'hui dans une politique de cohésion sociale, c'est diminuer le coût de la politique sécuritaire de demain.

Vers une sécurité écologique

Droits et devoirs pour l'écologie



Christian Lopez Quirland,
Conseiller municipal

Trop souvent réduite aux personnes, la notion de sécurité est malmenée par la droite qui cristallise à travers elle bon nombre des craintes de nos concitoyen-ne-s. Or, bien que l'intégrité individuelle soit un élément important de la sécurité, pour nous, socialistes, la sécurité doit être comprise dans sa globalité avec ses dimensions sociale, économique, sanitaire, écologique.

La «sécurité écologique» un enjeu de société

Fonte des glaciers, destruction de la forêt tropicale, pollution des mers... qui n'en a pas entendu parler? Réalités tragiques considérées bien souvent comme trop lointaines, à tel point qu'elles finissent par en être abstraites pour beaucoup.

Pourtant, la sécurité écologique, à notre échelle, celle de la Ville ou de notre région, englobe des domaines très concrets comme la pollution de

l'air, l'utilisation excessive de l'eau, le tri des déchets domestiques, le gaspillage des matières premières ou l'isolation des immeubles afin de garantir une meilleure utilisation énergétique.

L'écologie est partout, elle nous concerne tous et toutes

Au cours de ces dernières années, la prise de conscience citoyenne sur ces questions s'est fortement renforcée et des efforts considérables ont été menés, aussi bien par les individus que par les collectivités publiques. Pourtant, à l'heure de l'échec de Copenhague, d'une destruction plus accélérée de nos ressources naturelles, de l'incapacité à attendre un changement radical qui puisse inverser cette situation, la question est de savoir si l'écologie est un droit à part entière, au même titre que le droit social ou économique. A cette question, la réponse est indiscutablement OUI.

Des paroles aux actes

Pour passer à l'action, il est nécessaire d'élaborer une politique sur la base de trois piliers. Le premier, celui de l'information afin d'influer sur les comportements. A ce titre, la Ville doit renforcer sa capacité à communiquer sur tous les aspects: tri des



© Eric Roset

déchets, utilisation de la voiture, notamment. Le deuxième pilier qui favorise la sécurité écologique est le développement des nouvelles technologies, plus propres, plus respectueuses de l'environnement. Sur cette question, nous devons renforcer nos investissements afin d'adapter, par exemple, nos bâtiments aux critères d'économies d'énergie. Enfin, et nous ne pourrons pas y échapper, la sécurité écologique nécessite une dose de coercition, notamment par des règlements et des lois qui précisent les droits et devoirs de chacun. Ce troisième pilier de la politique est le plus difficile à mettre sur pied et celui qui comporte le plus de réticences étant donné qu'il est impopulaire. Pourtant, nous serons obligés de réfléchir à cette question si nous souhaitons rester cohérents.

D'ores et déjà, les socialistes se sont impliqués à bien des niveaux.

Souvenez-vous de la proposition pour l'introduction d'un péage urbain afin d'atténuer les effets de la voiture et ainsi faire baisser les taux de pollutions néfastes pour la santé de nos concitoyens! Rappelez-vous de la Motion visant à interdire les bouteilles en PET lors des événements organisés ou subventionnés par la Ville. Il s'agit d'aller encore plus loin, de construire sur ce qui a déjà été accompli et de s'investir toujours plus dans cette question de société.

Agir aujourd'hui

Ne pas agir aujourd'hui c'est mettre en danger la vie des futures générations. C'est pourquoi pour nous, socialistes, l'écologie est une dimension essentielle de notre action. Mais ne nous trompons pas, il n'y aura pas de sécurité écologique sans une forte sécurité sociale et économique.

Sécurité au rabais

Protégeons la police des pyromanes

Les attaques de la droite contre la police et le laisser faire de leurs politiques qui prétendent augmenter la sécurité ont fait et continuent de faire exactement le contraire. Ces politiques contribuent à créer l'insécurité.



Alberto Velasco,
Constituant

Une droite manipulatrice

Souvenez-vous, lors des élections présidentielles en France, la droite brandissait la question sécuritaire au point de mettre en scène l'incendie de la caravane d'une vieille personne vivant humblement dans celle-ci. Les pleurs de cette personne avaient ému la France entière et la gauche perdit les élections. L'enquête démontra par la suite que le coup avait été monté. Et par qui, je vous le donne dans le mille! Cette petite digression illustre le fait que la question sécuritaire a toujours été le fond de commerce de la droite

pour dévier l'attention de ceux qui souffrent du manque de logement, de la vie chère et du chômage. Effectuant des coupes dans les budgets afin de réduire l'Etat à sa portion congrue et l'empêcher de réaliser les tâches républicaines qui créent la sécurité sociale et civile, les politiques de droite fabriquent de l'insécurité.

Des économies de bouts de chandelles

En effet, cela fait bien longtemps que la gauche à Genève a dénoncé, à maintes reprises, le manque de moyens et de structures de la police. Car c'est dans la période correspondant à la législature 1993 à 1997, où M. Ramseyer était Conseiller d'Etat en charge de la police, que les postes de police de quartiers furent supprimés! Rappelez-vous, à cette époque, les quartiers de St-Jean, Eaux-Vives, Champel avaient tous leurs postes de police qui étaient insérés dans la vie sociale

des quartiers et que la population appréciait pour la sécurité républicaine que ceux-ci imprimaient. C'est dans ce même contexte, en appliquant des recettes libérales, que le groupe de la police chargé de sévir en matière de respect de l'environnement fut aussi supprimé.

Une sécurité au rabais

Quelles étaient ces recettes libérales? Les milieux d'Halte aux déficits, de droite, avaient soumis au vote du peuple une initiative demandant un audit des dépenses et de la gestion de l'Etat. Le résultat de l'audit fut la recommandation d'appliquer les recettes dites NPM (New Public Management), dont les recettes consistent, en résumé, à faire maigrir l'Etat en réorganisant ses tâches afin de réduire ses dépenses. En ce qui concerne la police, ce furent les fermetures des postes de quartiers et de villages, la concentration des gendarmes sur deux ou trois sites cantonaux. Cerise sur le gâteau, afin d'augmenter la sécurité, les horaires des postes furent modifiés! En effet, à partir de ce moment les postes n'ouvraient que pendant une certaine plage horaire et la nuit ils étaient, et sont toujours, fermés! Quel sentiment de sécurité peut avoir le citoyen quant il voit un poste de police fermé? Eh bien, il doit se dire: pourvu que l'on n'agresse pendant les heures d'ouvertures!

Dans ce registre, quelle ne fut ma surprise, l'année passée, visitant en tant que député le poste de police d'Onex avec la commission

du Grand Conseil des visiteurs des lieux de détention, de voir un écriteau sur la porte: Poste de police fermé entre 12h et 14h. A la demande des députés concernant les raisons qui avaient conduit à un tel affichage, on nous répondit que c'était la conséquence du manque d'effectifs.

Conclusions

Si la droite est tellement éprise de l'esprit sécuritaire, pourquoi a-t-elle, lors des votes budgétaires, continuellement limité les dépenses de l'Etat, et concrètement coupé sur le budget de fonctionnement?

Pourquoi, pendant la législature 2001-2004, une motion déposée par la gauche et qui demandait l'arrêt des fermetures des postes de police dans les divers endroits du canton et la réouverture des postes de police de quartiers fut rejetée?

Pourquoi, à chaque fois que nous sommes intervenus en commission des finances afin de doter la police de moyens en personnel et pour augmenter les postes de quartiers, on nous a toujours rétorqué qu'il fallait rationaliser la police dans ces tâches?

Oui, chers citoyens et citoyennes, ceux-là même qui crient à l'insécurité l'ont créée en déconstruisant l'Etat par les coupes budgétaires et les baisses successives d'impôts. D'abord on met le feu, ensuite on crie au feu et à la fin on se cherche un pyromane... st-ce véritablement cela, une politique augmentant la sécurité?



© Eric Roset

Pour une police sociale de proximité

Prévenir avant de punir

Luc Broch est policier et socialiste. Il jette un regard d'expert sur les questions d'insécurité et fait la distinction entre le sentiment d'insécurité et l'insécurité réelle. Il lie le problème de l'insécurité au manque de lien social, à la précarité et à l'isolement.

Propos recueillis par Sylvain Thévoz

Tu es policier depuis 13 ans et as adhéré au Parti Socialiste, pourquoi?

Luc Brodi: J'ai 35 ans et trois enfants. J'ai adhéré au Parti Socialiste en juin 2009. Lorsque des policiers de droite ont pris la parole comme représentant la profession. Je me suis demandé alors ce qui m'empêchait de faire part de mes convictions. J'ai participé, avant d'être policier, à plusieurs manifestations et j'ai été surpris de voir le côté très oppressant et militaire de cette police qui était pourtant censée défendre les droits civiques des citoyens. Cela a été un déclencheur pour mon engagement.

Quelles sont les actions pour lesquelles tu es le plus mobilisé, au quotidien?

L.B.: Outre l'aspect police pure (amendes, répression), il y a tout un côté de notre travail qui est relationnel. On fait beaucoup de travail de médiation pour des conflits de voisinage, mais aussi pour des violences familiales récurrentes, des problèmes de drogue ou d'alcool. En fait, une grande part de notre travail est un travail de prévention. On intervient d'ailleurs de plus en plus pour sauver les gens d'eux-mêmes. Mais le grand défi de la police de demain c'est de faire le lien avec les services sociaux. Il y a de plus en plus de personnes à domicile qui chutent

une fois, deux fois, six fois, sans que les collègues qui font le tournus 24 heures se parlent entre eux. On va relever la dame, mais sans donner l'information à un service social qui pourra prendre le relais et assurer le suivi. La police arrive dans l'urgence et une fois que le problème est réglé, elle va ailleurs. On n'est que quarante-deux pour tout le canton la nuit, et du coup on ne peut pas se permettre de passer trop de temps avec une personne non plus.

Quelle est ton analyse de l'insécurité sur les dernières années?

L.B.: Il y a deux choses, la perception de l'insécurité par les gens (parce que c'est mal éclairé, parce que certaines personnes font du deal, des jeunes traînent le soir, etc.) et le manque réel de sécurité. Il faut créer des liens entre les habitant-e-s et les jeunes, mettre en place des dynamiques afin que les uns aillent vers les autres. Ce n'est pas parce que des jeunes traînent le soir que ce sont des délinquants. Il y a donc une perception de l'insécurité qui est liée à des préjugés ou des peurs. Statistiquement, par exemple, il n'y a pas plus de risques de se faire agresser à Cité Jonction qu'à Cologny ou à Champel!

Quelles seraient tes solutions pour faire face aux insécurités?

L.B.: Les genevois se sont désappropriés leurs quartiers. Avant, ils animaient leurs rues. Aujourd'hui, il ne s'y passe plus rien, ils ne font plus qu'y passer. Grâce aux fêtes des voisins et d'autres manifestations ça a un peu changé, mais les gens sont beaucoup plus isolés. Avant, quand les gens partaient en vacances, ils

faisaient signe à leur voisin de jeter un coup d'œil à leur appartement. Maintenant, ils ont peur de le faire! La qualité du lien social s'est appauvrie et cela fait monter le sentiment d'insécurité. Quand on ne connaît pas les gens qui vivent autour de soi, forcément on se sent seul.

Les rues sont vides dis-tu, elles sont aussi surveillées par des caméras. N'y a-t-il pas un effet pervers du sécuritarisme qui crée paradoxalement de l'insécurité?

L.B.: Oui, et il faut lire cela en regard d'un véritable projet de société. Est-ce que les gens veulent deux mille policiers en plus? Est-ce qu'ils veulent vraiment un flic à tous les coins de rue? Qu'est-ce qui fonde vraiment la sécurité d'une manière durable? Si l'on ne mène pas une vraie politique d'intégration et d'explication, les gens vont tout mettre dans le même pot et sur le dos des étrangers. La présence d'un ilotier rassure les gens, car ils ont en face d'eux quelqu'un qui a du temps, un nom. C'est une personne de référence avec un numéro de téléphone.

La sécurité n'est donc pas une question de répression?

L.B.: Pas seulement, en effet. Au contraire même, c'est de la présence, du dialogue. La solution viendra des citoyens et de leur capacité à se parler, à créer du lien. Il faut à mon avis éviter à tout prix de glisser vers l'intolérance ou l'indifférence radicale.

La version longue de cet entretien est visible sur <http://www.ps-geneve.ch>

Sécurité, prévention et promotion de la santé

Un travail de proximité !

La FEGPA (prévention de l'alcoolisme) et le CIPRET (prévention du tabagisme) interviennent dans leurs domaines respectifs en se fondant sur le principe que l'on doit sensibiliser la population aux risques liés à la consommation et agir sur le cadre de vie de nos concitoyen-ne-s.



Laurence Fehlmann Rielle,
Secrétaire générale de la
FEGPA, ancienne Députée



Dr Jean-Charles Rielle,
Médecin responsable
du CIPRET,
Conseiller national

Dans le domaine des drogues légales telles que l'alcool et le tabac, la santé publique a été confrontée à un véritable déni qui s'explique d'une part par la forte intégration de l'alcool et du tabac dans notre quotidien et d'autre part par la puissance des lobbies économiques.

Mettre en avant les risques, sans culpabiliser

Depuis bientôt deux décennies, nos associations avec d'autres partenaires, se sont efforcées de sensibiliser la population en mettant en évidence les risques reconnus scientifiquement en évitant toute culpabilisation. Mais des informations purement rationnelles ne peuvent suffire face au plaisir

et à la détente que procure l'usage de ces produits. C'est pourquoi, nous avons eu recours à l'émotion comme la campagne «*Bébé non fumeur*» lancée dans les crèches, il y a quelques années. Afin de trouver de nouveaux ambassadeurs et de nouvelles ambassadrices de la prévention, nous avons soutenu un grand nombre de manifestations sportives et culturelles, ainsi que des clubs et des sportifs et sportives et cela depuis une quinzaine d'années. Nous avons ainsi développé le marketing social et le sponsoring éthique.

Des résultats tangibles

Ce travail de fond a été payant. Il a permis de contribuer à modifier les représentations du public face à la prévention, naguère perçue comme rébarbative et donneuse de leçons, et à éveiller un sens critique à propos de ces substances. Cette politique de proximité a permis notamment de faire passer des informations capitales au sujet de la fumée passive. Le plébiscite (proche des 80%, à deux reprises) de la loi pour l'interdiction de fumer dans les lieux publics et fermés en constitue un signe

tangible. De même, la loi interdisant de vendre de l'alcool pendant la nuit a également été confirmée par le peuple en 2005. Il est évident que les débats sur le plan international ont influencé les opinions publiques s'agissant du tabac et que la consommation inquiétante de boissons alcooliques observée chez les adolescent-e-s en Europe occidentale a obligé les milieux politiques et les professionnel-le-s entourant les jeunes à agir.

Travailler en partenariat, chacun prenant ses responsabilités

A la dime de l'alcool s'est associé le fonds tabac permettant de financer des projets de prévention dans les cantons et les communes. Le plan national alcool commence aussi à déployer ses effets. Néanmoins, sans relais au niveau local, ces initiatives resteront lettres mortes. Il est donc essentiel de pour-

suivre les efforts afin que les communes s'approprient la prévention avec le soutien des professionnels, en encourageant les bonnes pratiques. Les préoccupations sont souvent les mêmes : gestion de la consommation d'alcool sur l'espace public, gestion des grandes manifestations, etc. Les réponses doivent être trouvées en fédérant les partenaires concernés, non seulement les travailleurs sociaux et éducateurs avec le soutien des autorités mais aussi les commerçants qui doivent prendre leurs responsabilités.

Une action cohérente et de proximité

La prévention peut être efficace si l'on associe actions de proximité, où chaque acteur peut trouver sa place, et cohérence des messages. Une politique de santé publique peut ainsi participer d'un sentiment de sécurité en dosant de manière judicieuse prévention et contrôle.



© Eric Roset

Sécurité et santé

Un couple inséparable



Liliane Maury Pasquier,
Conseillère aux Etats

Sécurité rime avec santé, ce n'est pas un hasard : la sécurité est indispensable à la santé, et le système de santé doit fonctionner de manière sûre pour toutes et tous. Démonstration.

La sécurité sociale, c'est la santé

L'existence d'un solide système de sécurité sociale est nécessaire à la santé de la société dans son ensemble. Selon la Constitution fédérale, «*la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres*». D'où la nécessité pour nous, socialistes, de lutter afin de préserver les acquis en matière de retraite, d'assurance chômage et d'AI. Si la santé des individus qui composent la société dépend de tous ces éléments, elle est plus particulièrement liée au système de santé: nous y reviendrons.

La sécurité, c'est la santé

Mais avant, voyons en quoi la sécurité est essentielle à la santé. A contrario, l'insécurité porte atteinte à la santé, raison pour laquelle les socialistes s'engagent pour plus de sécurité dans la rue, et contre la violence domestique.

De notre point de vue, la sécurité au travail et ses conséquences sur la santé des travailleuses et travailleurs sont cruciales. Le travail, c'est la santé, dit-on, mais les polluants menacent certains corps de métiers, de l'amiante dans le bâtiment à la fumée passive dans la restauration. A Genève, une étude de Gubéran et Usel l'a montré : douze fois plus de personnes se retrouvent invalides parmi les ouvriers semi-qualifiés et non-qualifiés que dans les professions libérales et scientifiques. La sécurité au travail n'est donc pas la même pour tout le monde et contre ces inégalités nous, socialistes, devons nous battre !

De manière plus générale, l'insécurité ressentie au travail sous forme de stress, largement dû à l'obsession de productivité de l'économie néolibérale mondialisée et à la précarisation des conditions de travail, est facteur de morbidité, comme l'a prouvé une étude du SECO.

La sécurité de la santé

Le système de santé lui-même doit être sûr, dans le sens où chacun-e doit pouvoir accéder aux soins, au bon endroit et au bon moment. Or, ce principe est loin d'être acquis. Nombreuses sont les tentatives de la droite de rayer certaines prestations de l'assurance de base et d'en exclure, de fait, celles et ceux qui n'ont pas les moyens de payer. Témoin, l'initiative

populaire récemment lancée contre la prise en charge obligatoire de l'avortement, qui pose le vrai risque d'une médecine à deux vitesses. En 2008, l'article constitutionnel amorçant une privatisation de la santé a heureusement été mis en échec par le peuple, notamment grâce à l'engagement des socialistes. Nous nous battons aussi pour que les primes-maladie finançant l'accès aux soins soient proportionnelles au revenu, comme le demandait l'initiative populaire pour la caisse unique.

La santé pour toutes et tous

Les socialistes s'engagent pour que toutes les personnes en situation de grande précarité puissent accéder aux soins, qu'elles soient affiliées ou non à une assurance-maladie. Un défi particulier pour Genève réside dans l'accès aux soins des sans-papiers, afin que ne se reproduisent pas des cas comme celui de ce bébé hospitalisé en 2005, qui a frôlé la mort et gardé de graves séquelles parce que sa mère, sans statut légal, avait tardé à le faire soigner de peur d'être expulsée.

Améliorer la qualité des soins

En plus de l'accès aux soins, la qualité de ceux-ci est, bien sûr, gage de sécurité. Elle exige d'améliorer les conditions de travail du personnel hospitalier et la formation des professionnel-le-s de la santé. Car la quantité d'offre médicale, en soi, ne garantit pas la sécurité de la santé: pensez à la pléthore de conseils médicaux et de médicaments disponibles sur internet. Pas facile, ni très sûr de faire le tri entre bons et mauvais remèdes !

On le voit, la sécurité est un élément clé de la santé. Sécurité sociale pour parer aux coups durs de l'existence. Sécurité dans la rue, à la maison et au travail pour garder son intégrité et la pleine maîtrise de sa vie. Sécurité de la santé, pour que chacun et chacune accède à des soins de qualité. Solidarité, humanité, équité: tout l'engagement socialiste se concentre dans cette conception du couple inséparable «*sécurité-santé*» !

La sécurité au travail

Conditions de travail de qualité et protection de la liberté syndicale

L'ensemble des conditions de travail ont des effets sur l'état de santé des travailleurs et travailleuses. Nicole Valiquier rappelle ici que la sécurité au travail passe par des conditions de travail de qualité et la garantie des libertés syndicales.



Nicole Valiquier,
Conseillère municipale

Améliorer les conditions de travail

L'exposition à toutes sortes de nuisances, l'organisation du travail, la communication, les horaires (horaires flexibles, travail posté, de nuit, sur appel), le mode de rétribution (à l'heure, au mérite), les discriminations liées au sexe et au statut de séjour, la sécurité de l'emploi, l'âge, etc. soit l'ensemble des conditions de travail ont des effets sur l'état de santé des travailleurs et travailleuses. L'amélioration des conditions de travail est un axe essentiel puisque selon plusieurs enquêtes

européennes récentes, les problèmes de santé liés au travail occasionnent beaucoup plus de souffrances et d'absences - donc engendrent des coûts plus importants - que les accidents et les maladies professionnels traditionnellement reconnus au sens du droit des assurances. Selon une étude du SECO (Secrétariat d'Etat à l'Economie) sur les coûts du stress en Suisse, on estime à un minimum de 310 millions de francs les coûts des atteintes à la santé mentale et à un minimum de 620 millions de francs ceux des maladies cardio-vasculaires engendrées par le stress au travail.

Souffrances au travail

Selon une enquête de la Fondation européenne pour l'amélioration des condi-

tions de vie au travail, à laquelle la Suisse a participé pour la première fois en 2005, sous la forme de 1040 entretiens, si 91% des actifs sont satisfaits de leurs conditions de travail, il n'en demeure pas moins que 31% affirment que leur travail porte atteinte à leur santé et 19% déclarent avoir été absents pour des raisons de santé au cours des 12 mois précédents. Le nombre moyen de jours d'absence pour des raisons de santé liées au travail (accidents ou maladie) est de 4 par travailleur et par an, ce qui représente plus de 15 millions de journées de travail perdues. Les problèmes de santé le plus souvent signalés sont les maux de dos (18%), le stress (17%) et les douleurs musculaires aux épaules, au cou et aux membres (13%). Les expositions aux risques physiques (bruits, vibrations, produits dangereux ou polluants) et une mauvaise conception des postes de travail demeurent également très importantes (42% des travailleurs sont exposés à des mouvements répétitifs, 22% à des bruits intenses, 35% ont des positions de travail douloureuses ou pénibles).

Lutter pas à pas

Il n'y a donc pas de petit combat! Chaque petite victoire pour l'amélioration des conditions de travail de l'ensemble des travailleurs et travailleuses contribue à l'amélioration de l'état de santé de la population et à son bien-être général. C'est dans ce contexte que se situent les actions spécifiques d'Unia durant 2010 sur la problématique de la sécurité au travail.

C'est dans cette perspective qu'il faut, aux côtés des organisations syndicales, s'engager résolument:

- contre les graves conséquences du travail de nuit et du dimanche et contre la loi

visant à modifier les heures d'ouverture des magasins.

- contre les discriminations injustifiables en matière de sécurité sociale et dire non à l'âge de la retraite des femmes à 65 ans et à la baisse des rentes du 2ème pilier. Faut-il rappeler que les salaires des femmes demeurent inférieurs de plus de 20% à ceux des hommes et que leurs perspectives professionnelles sont moindres? Près de 50% des femmes âgées ont pour unique revenu l'AVS, alors que cette proportion s'élève à 15,3% chez les hommes. Les femmes sont donc doublement victimes.

- pour l'interdiction des licenciements antisyndicaux et le rétablissement dans leurs droits des délégué-e-s syndicaux, en adaptant le dispositif légal aux Conventions de l'OIT en matière de protection des délégué-e-s syndicaux.

Réinventer le travail

Comme le souligne Christophe Dejours, professeur titulaire de la chaire de psychanalyse-Santé-Travail au Conservatoire National des Arts et Métiers: «Ce qui est nouveau donc, c'est qu'un système qui produit et aggrave constamment souffrances, injustices et inégalités, puisse faire admettre ces dernières pour bonnes et justes. Ce qui est nouveau, c'est la banalisation des conduites injustes qui en constituent la trame. (...) Le travail, dans la mesure où il implique la coopération volontaire des gens, convoque aussi ceux qui travaillent à investir la construction de règles qui ne jouent pas un rôle seulement vis-à-vis du travail, mais du vivre-ensemble. Car travailler, c'est non seulement se livrer à une activité, c'est aussi établir des relations avec autrui».

Toutes et tous, réinventons ensemble le plaisir!



© Eric Roset

Les raisons de l'émotion

Un peu de peur ça va, trop bonjour les dégâts !

Essayez d'imaginer une personne qui ne ressentirait ni la faim, ni la soif. Une personne qui serait totalement insensible à la douleur et aux agressions, qui ne mesurerait pas le danger ou qui n'éprouverait aucune joie ou peine dans ses relations aux autres. Cette personne serait dépourvue d'émotions, elle n'aurait que peu de chances de survivre dans ce monde...



Ninian Hubert van
Blyenburgh,
Anthropologue

Des émotions évaluatives

Les émotions sont les garantes de notre survie et donnent du sens à notre existence. Elles sont aussi par nature «évaluatives», c'est-à-dire qu'elles sont associées à des expériences vécues dont le souvenir est conservé dans notre mémoire. On se souvient d'autant mieux d'un événement que l'émotion qui lui est associée était forte. Notre vie est faite d'une accumulation

d'expériences émotives positives et négatives. Ces émotions sont utiles et nécessaires. Elles donnent du «goût» à l'existence. Nous orientons avant tout notre existence en fonction de nos émotions et non pas en fonction de la raison. Qu'on se le dise!

La souffrance au travail

Tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes si nous pouvions être heureux sur commande et fuir quand c'est nécessaire. Mais la réalité n'est pas aussi arrangeante. Alors qu'un danger occasionnel provoque un stress qui affûte nos capacités de fuite, l'individu acculé vit dans un état de stress permanent. Si cette situation perdure - si la fuite est impossible - l'organisme subit

des dégâts qui se traduisent par des arrêts cardiaques, des défaillances immunitaires, des dépressions nerveuses ou des accidents cérébraux. Et où trouve-t-on les situations les plus difficiles à fuir? Dans la famille et, surtout, au travail! Des spécialistes estiment que le harcèlement moral sur le lieu de travail occasionne pas moins de 20% de nos dépenses de santé! C'est dans les milieux où nous passons le plus de temps que la peur occasionne le plus de dégâts. La vague de suicide chez France Télécom en constitue un exemple particulièrement dramatique.

Peur d'avoir peur?

Alors que les plus grandes peurs sont dues à notre entourage immédiat, on réussit à nous faire croire que le danger vient d'ailleurs. Les étrangers, les frontaliers, la sécurité, le changement climatique, les catastrophes naturelles, les OGM sont de grands pourvoyeurs de peurs. Pourtant, la probabilité qu'un de ces risques nous atteigne dans notre santé est proche de zéro. Alors pourquoi ces risques nous font-ils peur? Toujours à cause de la nature évaluative de nos émotions. De la même manière que nous associons des émotions à des situations réelles, nous associons aussi des émotions à des situations qui sont seulement évoquées. Il suffit de suggérer la peur, pour qu'elle soit vraiment ressentie. Comme au cinéma. La

nature évaluative de nos émotions fait de nous des êtres facilement manipulables. La propagande joue là-dessus. Les nazis l'avaient bien compris. Les partis populistes recourent à la même technique. Seul un sens critique particulièrement bien affûté permet de résister à la propagande. Mais on ne possède pas spontanément cette qualité. Elle se cultive. A voir le lavage de cerveau pratiqué aujourd'hui par certains médias, nous n'en prenons pas vraiment le chemin.

Vers une communication efficace

Notre problème à nous les socialistes, c'est que nous avons à faire passer un message critique qui demande un effort. Alors qu'une communication efficace passe par les canaux de l'émotion! C'est la quadrature du cercle. Le défi que nous avons à relever, c'est de communiquer efficacement des valeurs et des idées sans (pouvoir) recourir aux techniques de la propagande. Il y a là un véritable défi, qu'il est urgent de relever si nous voulons continuer à être entendus dans la cacophonie cynique et démagogique actuelle. André Malraux écrivait «L'humanité, ce n'est pas dire: «Ce que j'ai fait, aucun animal ne l'aurait fait», c'est dire: «Nous avons refusé ce que voulait en nous la bête, et nous voulons retrouver l'homme partout où nous avons trouvé ce qui l'écrase.»

Entendre les minorités

Genève, capitale des droits humains ?

Genève, capitale des droits humains ! Quelle jolie maxime de carte postale. La présence du siège du Haut Commissariat aux droits de l'Homme sur le territoire genevois n'est cependant pas garante du respect de ceux-ci. Il suffit de se pencher quelques minutes sur les quotidiens romands pour le constater: arrestations musclées, attaques ciblées sur les étrangers, votations anti-minarets, l'Eldorado suisse semble bien entamé. Etat des lieux du respect des minorités.



Nicolas Roguet

Une Genève plurielle

Bien plus que toutes les autres parties prenantes à la vie de la société, les minorités, quelles que soient leurs appartenances ethniques, sexuelles ou religieuses sont régulièrement victimes de discriminations, d'abus en tout genre et parfois même de violences portant atteintes à ce droit fondamental qu'est la sécurité.

Le Parti Socialiste Ville de Genève, par l'action de ses deux magistrats et des conseiller-ère-s du conseil municipal, a tenu ses engagements de 2007

pour une Genève forte en raison de la diversité de sa population, et contre les discriminations qui sont autant d'obstacles à l'amélioration de la qualité de vie des genevois comme à l'intégration de ses minorités. Avec les socialistes, une Genève solidaire, multiculturelle, soucieuse d'égalité, respectueuse de son environnement a commencé réellement à se développer. Faut-il se contenter de ce bilan somme toute assez positif ?

Les droits des minorités

La réponse est double: les socialistes peuvent s'en féliciter, mais doivent cependant viser plus haut. Cette ascension vers un idéal que porte chacun d'entre nous se fera notamment par des prises de positions fortes en faveur des minorités, qui sont parties intégrantes

des dynamiques de la ville. Garantir les droits les plus élémentaires, tels que ceux à la vie et aux libertés personnelles, les libertés d'opinions et d'informations ainsi que l'égalité, doit être un combat placé au cœur de l'action du Parti Socialiste. Garantir les droits des minorités et lutter contre les discriminations dont elles sont victimes est, au-delà du devoir, un engagement fondamental pour tout socialiste attaché aux acquis sociaux et à la bonne marche des affaires de la cité.

Une responsabilité socialiste

Pour que Genève devienne une ville exemplaire, il est fondamental de stimuler l'ouverture vers l'autre et l'instauration d'un dialogue entre tous les genevois. Les assises contre l'ho-

mo-phobie, soutenues par la Ville de Genève, la création d'un poste de délégué à l'égalité et à la diversité le démontre. Le Parti Socialiste se doit d'empêcher le retour à l'état de nature et soutenir le contrat social en protégeant ses minorités, que ce soit en proposant des améliorations des dispositifs légaux de sanctions des violations portant atteintes aux droits des personnes, en proposant la création d'un poste d'ombudsmann/ombudswoman ou encore par voie politique, en prenant la parole pour dénoncer les abus et affirmer haut et fort un soutien clair aux minorités. Qui mieux que les socialistes sont à même de relever le défi? La gauche n'a sans doute pas le monopole du cœur, mais elle a tous les outils et la légitimité pour le faire triompher.

Droits des homosexuel-le-s

Une passerelle entre les communautés

Dialogai s'engage depuis 1982 pour la santé, la qualité de vie des hommes gays de Genève et la défense de leurs droits. Sise au cœur des Pâquis, l'association se veut une passerelle entre la communauté gay et la société. Causes Communes a souhaité offrir un espace à Guillaume Mandicourt, pour présenter l'association.

Dialogai

Dialogai propose aux gays des espaces de convivialité et de loisirs. En mai 2009, elle inaugure son Café OFF, un espace culturel et communautaire libre, un lieu de rencontre et de partage, ouvert sur la ville, et qui propose des activités ludiques et socialisantes comme des ateliers théâtre ou danse, des soirées jeux, des concerts, une bibliothèque, des conférences. Ce lieu se veut l'écrin de l'expression artistique et culturelle de la scène gaie de Genève et un havre pour les gays. Un endroit de discussion et de lien, d'ouverture au monde et à soi.

Rôle historique

Unique antenne homosexuelle de l'Aide suisse contre le sida, Dialogai joue historiquement un rôle de

premier plan pour la prévention du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles (IST), particulièrement à destination des hommes ayant du sexe avec les hommes. En 2000, Dialogai a lancé le Projet santé gaie en collaboration avec l'Université de Zürich, avec à la clé deux grandes enquêtes sur la santé des hommes gays de Genève. Checkpoint et Blues-out sont deux projets nés dans ce cadre.

Dialogai-Checkpoint est une structure médicalisée qui offre un conseil adapté aux problématiques de santé des hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, qu'ils s'identifient comme gays ou pas. Une équipe de professionnels et de volontaires propose des tests VIH à résultat rapide, des diagnostics pour les MST, des conseils de prévention, dans un cadre non-jugeant et confidentiel.

Limiter les risques

Les enquêtes du projet Santé gaie ont montré que les gays de Genève ont d'autres problématiques de santé que le VIH/sida. Ils souffrent notamment deux fois plus de dépression que la population générale et ont 5 à 7 fois plus de risques de tenter un suicide. Le projet Blues-out, réalisé en collaboration avec Lestime, association des lesbiennes de Genève, est né de ce constat. Site Web d'information et d'orientation, liste de médecins et



© Eric Roset

de services gay and lesbian friendly, questionnaire d'autodiagnostic, service online de question/réponse personnalisée, ligne d'écoute, Blues-out est un programme complet qui ambitionne d'informer les gays et les lesbiennes sur les problèmes de santé mentale pour lesquels ils sont particulièrement à risque et de les aider à trouver la prise en charge la plus adaptée.

Lutte contre l'homophobie

Dialogai participe également à la lutte contre l'homophobie. Elle assiste les gays victimes de discriminations et travaille à une meilleure acceptation de l'homosexualité par le grand public. Elle éduque les acteurs de la santé ou du social aux difficultés rencontrées par les homosexuels. Elle exige des autorités la protection due à chaque citoyen et œuvre pour que soit explicitement inscrite dans la loi la protection de toute discrimination liée à l'homosexualité.

Engagement collectif

Parce que ce combat n'a de sens que s'il est collectif, Dialogai milite au sein la Fédération Genevoise des Associations LGBT aux côtés des associations Lestime, Think Out et 360. Point d'orgue de cette collaboration, la mise en place, en septembre 2009, des premières Assises contre l'homophobie à Genève où plus de six cents personnes du milieu associatif, de la recherche, de l'éducation, des autorités politiques ont travaillé sur les moyens de combattre plus efficacement l'homophobie et d'apprendre à mieux vivre la diversité.

Dialogai

Association homosexuelle et
Antenne de l'Aide suisse contre le sida
Navigation 11-13,
Pâquis, Genève

022 906 40 40

www.dialogai.org

Présent et futur d'Haïti

Séisme en Haïti : remodeler l'espace

La destruction de Port-au-Prince et d'Haïti par le séisme du 12 janvier 2010 a soulevé d'innombrables questions. Roger Michel porte un regard d'expert et de citoyen touché par la catastrophe sur les possibilités et les difficultés d'une reconstruction en profondeur et à long terme d'un nouvel Haïti.



Roger Michel,
Dr Agroéconomiste
et géographe aménagiste,
Conseiller municipal

Avant même le séisme, la vie dans la capitale y était devenue presque impossible, tant la densité de la population était forte. Conçue pour accueillir environ 250 000 à 300 000 habitants, elle en comptait plus de 2 millions inégalement répartis sur un territoire exigu avec extension permanente de nouveaux bidonvilles et autres zones d'habitations non appropriées à son écosystème. Comme ce processus qui modifie en permanence la configuration de la capitale n'était pas prêt de s'arrêter, des voix se sont élevées de toutes parts pour demander de le freiner ou même de déplacer la capitale dans un site plus approprié.

Après la catastrophe

Au lendemain du séisme, les mêmes questions continuent de se poser, mais de manière beaucoup plus émotionnelle cette fois. Le bi-

lan des destructions massives en vies humaines et en biens, la nécessité du retour d'une partie de la population dans les campagnes dans une perspective de reconstruction de la capitale pèse très lourd dans le débat.

Un mouvement récurrent

En règle générale et selon nos observations, l'abandon de cette capitale par certains de ses habitants qui sont tous des migrants n'est pas un acte courant, mais récurrent en période de crises ou de grands bouleversements. En 1993, par exemple, la mise d'Haïti sous un embargo international avait fait fuir plus de 500.000 habitants de la capitale vers les zones rurales. Actuellement, avant même la présentation d'une esquisse de projet de reconstruction de Port-au-Prince, on signale déjà une forte marée humaine sur les routes du retour dans les campagnes et les villes de provinces non touchées par le séisme.

Reconstruire pour mieux vivre

Pour les urbanistes, ce départ est une aubaine. Il pourrait permettre de reconstruire la capitale dans de meilleures conditions de salubrité, car la multiplication des bidon-

villes l'a rendue insalubre. Avec ses rues jonchées d'ordures et d'immondices de toutes sortes, des canalisations inexistantes pour l'évacuation des eaux usées, des problèmes d'insécurité croissants, de pollutions de l'air, des conditions de déplacements pénibles, d'encombrements des trottoirs par des petits commerces ambulants, Port-au-Prince avait atteint son agonie juste avant le séisme et on peut souscrire à la nécessité de sa reconstruction selon un plan d'urbanisme bien défini.

Manque d'infrastructures élémentaires

D'autres questions continuent de se poser. Elles portent tout d'abord sur l'accueil des nouveaux réfugiés dans les villages. Même si leur retour est volontaire, compte tenu de la pauvreté en milieu rural à travers tout le territoire, ils vont constituer une charge énorme pour les personnes qui vont les accueillir et aussi pour l'environnement déjà en voie de dégradation accélérée. En fait, les zones rurales haïtiennes sont dépourvues de toutes commodités. Elles sont dépourvues des infrastructures les plus élémentaires et leurs habitants sont constamment en proie à l'exode pour assurer leur survie. Dans un tel contexte, au cas où ce retour n'est pas bien accompagné, tant du point de vue de l'encadrement social que financier et économique, on verra se reproduire une très forte migration vers la capitale, dès l'annonce de sa reconstruction.

Mettre en place un véritable plan de développement

Les personnes qui se précipitent pour quitter Port-au-Prince d'une manière spontanée afin de se retrancher dans les campagnes connaissent bien les conditions de vie dans celles-ci. Il faut comprendre que ce retour est temporaire et que seul un programme de développement national, un « plan Marshall », en quelque sorte, peut être un motif pour l'éviter. Ce plan devra alors englober l'ensemble du territoire national et redonner au monde rural sa raison d'existence. En matière de stratégie de reconversion de la société haïtienne, ce plan est indispensable. Il pourrait, sur une période de 30 ans, donner une dimension acceptable à chaque entité géographique d'Haïti dont la plus grande partie reste marginalisée. Un remodelage de ce territoire qui compte 562 entités géographiques érigées en communes doit être envisagé pour qu'un projet de reconstruction de la capitale d'Haïti réussisse. Cela concerne également presque toutes les villes de provinces confrontées aux

mêmes difficultés que la capitale en matière d'urbanisme.

Réunir toutes les forces, toutes les compétences

L'implication de la diaspora haïtienne dans la mise en œuvre de ce plan est capitale. Elle lui permettrait aussi de renouer avec Haïti sur de nouvelles bases. Une grande partie de l'élite intellectuelle, les médecins, les cadres professionnels engagés dans sa construction l'ont quitté et depuis cette période le pays vit sans véritable repère socioéconomique pour continuer son développement. L'exode, débuté dans les années soixante, et qui continue encore aujourd'hui, risque encore d'être amplifié à la suite de ce séisme, et de marquer sérieusement l'avenir du pays.

Stimuler une croissance endogène

Jusqu'à présent, la contribution de la diaspora se résume à des transferts d'argent très importants mais qui n'entrent pas dans la promotion économique du pays, et servent uniquement de soutiens à la consommation des produits importés principalement de l'étranger (USA, République Dominicaine, Canada, Chine, etc.) Devenu moribond, le système éducatif ne parvient pas à assurer la relève des cadres partis à l'étranger. Dans les villes, les enseignements primaire, secondaire et supérieur sont perpétuellement en crise par manque de structure et de personnel qualifié. En effet, tous les secteurs de la vie publique et privée sont encore frappés par cette crise. Même les Fermes écoles installées dès les années 30 dans certaines zones rurales et les cadres techniques qui supervisaient la production des denrées ont disparu des campagnes.

La diaspora haïtienne doit être consciente de cette situation pour, dès aujourd'hui, se rendre utile à la reconstruction du pays. Elle devra, pour cela, combiner son effort avec les haïtiens de l'intérieur en vue de mieux réorienter le développement économique et social du pays, rééquilibrer son système politique, valoriser sa culture et lui donner une bonne base juridique pour la protection des personnes et des biens, assurer son avenir écologique gravement menacé par des risques de nouvelles catastrophes naturelles. Ainsi les pays riches, « amis d'Haïti » qui préconisent de mettre en œuvre ce « plan Marshall » doivent tenir compte du rôle moteur que doivent jouer tant la diaspora que les Haïtiens de l'intérieur dans sa mise en œuvre pour une reconstruction durable et réussie de ce pays.



© Eric Roset

Aide au développement

Porter les regards plus loin



Félicien Mazzola

Le CETIM (Centre Europe-Tiers Monde) publie deux ouvrages afin de réfléchir sur les contenus de l'aide au développement.

Ces deux ouvrages portent donc un regard critique sur l'« aide » et se rejoignent sur le constat qu'elle est fort mal nommée. Ils proposent entre autres des solutions pour

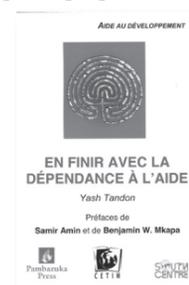
sortir du cercle vicieux que peut être l'aide au développement, flux paralysants du nord vers le sud, prolongeant la dépendance et rendant l'émancipation impossible.

Désintéressée ?



« Efficace, neutre, désintéressée ? » est un ouvrage collectif placé sous la direction de Julie Duchatel et Florian Rochat. Il s'agit d'une réponse à un article de Jean-Michel Severino, directeur de l'Agence française de développement. Celui-ci, loin

des discours réactionnaires ou nationalistes opposés à toute aide au développement, développe la position libérale traditionnelle d'un développement économique gagnant-gagnant pour le sud et le nord. A l'opposé, le CETIM déconstruit tout d'abord ce discours puis propose des pistes pour la construction d'une politique de coopération et de solidarité, intégrant les différents axes d'un développement véritable (économique, social, environnemental).



Sortir de la dépendance

« En finir avec la dépendance à l'aide », second ouvrage, est la traduction française d'un livre de Yash Tandon. Celui-ci développe une position plus militante, mais non moins argumentée et construite avec rigueur. Largement illustré de situations concrètes, Yash Tandon développe dans celui-ci les arguments en faveur d'une sortie de la dépendance à l'aide du nord, tout en en décortiquant les processus et structures, trop souvent obscures de bons sentiments. L'ouvrage se termine par un cheminement en sept étapes nécessaires pour appliquer cette sortie de l'aide et l'esquisse d'un possible futur au développement.

Lutte contre les précarités sociales

Partage : la sécurité alimentaire pour tous

Partage (Partenariat alimentaire Genevois) est une association qui existe depuis 2005. Partant du constat de l'augmentation de la précarité dans les villes et voyant simultanément des stocks de nourriture détruits quotidiennement, l'association s'est créée sur le principe simple de transport du surplus à celles et ceux qui en avaient besoin. Le champ d'application de ce principe gagnant-gagnant à plusieurs niveaux paraît aujourd'hui sans limites en utilisant des marchés que les entreprises privées ne trouvent pas assez rentables.

Propos recueillis par
Sylvain Thévoz



Vincent Gall, vous êtes l'un des fondateurs et le président actuel de l'association Partage. Pouvez-vous nous dire comment fonctionne Partage?

Vincent Gall: La base de *Partage*, c'est d'être une banque alimentaire. En 2005, quand on a inventé *Partage*, c'était une réponse à un constat de développement de la précarisation. Il y avait quotidiennement 1300 personnes qui étaient nourries gratuitement pour des raisons sociales à Genève (en plus de celles dont s'occupait l'Hospice Général). Simultanément, il y avait des surstocks alimentaires qui étaient jetés tous les jours. Qu'est-ce qui manquait pour amener la nourriture aux gens qui en avaient besoin? Il fallait convaincre les services qui s'occupaient des chômeurs en fin de droit, les entreprises alimentaires et les associations de jouer le jeu, et trouver un véhicule pour aller chercher la nourriture. Comme l'on touchait à des denrées alimentaires, il fallait une structure professionnelle pour qu'il n'y ait pas de risques. On a donc créé une association avec un fonctionnement d'entreprise. Le résultat en 2009: une récupération de plus de 1000 tonnes de nourriture. Aujourd'hui, toutes les associations (56) qui viennent à *Partage* en sont statutairement membres, tout comme les entreprises alimentaires que l'on fait payer pour nous donner la nourriture, les services sociaux, et les services publics avec qui l'on est partenaires.

Quel est le principe de base de Partage?

V.G.: Très simple; il est de faire participer les entreprises à la redistribution de leurs surstocks pour nourrir des gens en difficultés et d'employer des gens sans emplois pour cela. Relevons qu'aucune des entreprises approchées n'a refusé d'intégrer *Partage*.

D'où viennent les financements?

V.G.: *Partage* a un budget de plus de 3 millions pour 2010. Notre objectif, pour 2011: un budget de 4 millions. Nous sommes une entreprise avec une réalité sociale. L'ensemble de la nourriture que l'on a distribué en 2008 repré-

sentait, en valeur, plus de 5 millions de francs. Si l'on n'était pas là, des fonds publics auraient dû payer une grande partie de ces 5 millions. Nous devons donc gagner de l'argent pour tourner. Comment? Les associations viennent se servir directement et gratuitement à *Partage*, sauf pour celles qui n'ont pas de véhicules et qui souhaitent être livrées. L'objectif de *Partage* n'est pas de diviser la misère ou de partager un petit gâteau mais d'augmenter le gâteau. Les entreprises nous paient pour venir ramasser leurs déchets, et tout ce qui n'est pas consommable, nous le leur facturons. En conséquence, ils trient mieux leurs déchets.

Vous avez un exemple précis d'un de ces «petits» contrats?

V.G.: Oui. Dans le vieux Carouge, il y a toujours eu des problèmes de ramassage des déchets en lien avec la topographie. Nous avons donc proposé à la ville un mandat pour ramasser les déchets des 58 restaurants du vieux Carouge. Tout ce que l'on ramassait d'avarié allait à la poubelle et ce qui était consommable terminait dans nos frigos pour finir le soir même dans plusieurs associations. Avec nos triporteurs, nous pouvions aller dans les lieux où les camions passaient mal. Quand la ville a vu que nous faisons du bon travail, ils nous ont proposé le ramassage du carton et des ordures. Résultat? La ville est plus propre. Avec trois triporteurs électriques et autant de personnes qui pédalent, on ramasse plus qu'un camion de la voirie avec trois hommes dedans! Et ce n'est pas un boulot marginal, on fait les poubelles du vieux Carouge!

Mais on va être obligé de grandir. Soit on stagne et l'on maintient les personnes dans le statut des *Emplois De Solidarité* (EDS), soit on croît afin de salarier des gens et les sortir de la précarité. A nos yeux, le retour à l'emploi des plus pauvres passe par une croissance de nos activités.

Il y aurait donc un effet tremplin pour les gens qui travaillent à Partage?

V.G.: De toute façon, ils doivent partir, c'est l'objectif. Ces gens ont des EDS, ils ont donc quatre ans de chômage derrière eux. Un tiers ont la capacité de retrouver du travail pour autant qu'ils puissent reprendre un rythme. Pour l'autre tiers, ce sera plus difficile. Quant au tiers restant, ils ne retrouveront pas de travail. Ce n'est pas très politiquement correct de dire cela, mais c'est la réalité.

Notre effort porte donc sur ceux qui ont des chances de retrouver du travail. Nous avons développé les prestations de service que nous rendons aux communes, aux entreprises, et cela nous permet de financer les parties de salaires que l'Etat ne paie pas.

Ainsi on peut dire à nos employés: c'est votre travail qui paie votre salaire, vous n'êtes pas des assistés. Humainement, c'est très important. En cela, on est novateurs.

Partage, c'est donc beaucoup plus que la distribution de denrées alimentaires?

V.G.: Oui, c'est un projet global. Le choix institutionnel de *Partage* est de dire: toutes nos activités doivent dégager des marges afin que le côté banque alimentaire marche bien. Suivant nos statuts: *Partage* soutient les personnes les plus en difficultés. On soutient donc

Face aux multiples fragilités et à la dureté du monde du travail, ne manque-t-il pas aujourd'hui de niches, des espaces d'emplois qui ne relèvent pas purement et simplement de l'ordre du marché où les niveaux de concurrence sont très élevés?

V.G.: Pour nous, il n'y a pas de niches. A *Partage*, nous créons des emplois dont le coût n'est pas rentable pour une entreprise privée, car ils ne dégagent pas de marges bénéficiaires. Les plus grosses critiques à notre système viennent de l'extrême gauche et de l'entreprise. Les uns par opposition «bête», et les autres parce que, à leurs yeux, on fait du dumping de boulot avec des fonds publics. Mais un travail de communication qui a été fait, et cela va mieux. *Partage* c'est un principe de réalité fort et une philosophie qui prend en compte les contraintes de la société telle qu'elle est. Les développements possibles sont immenses, il s'agit de faire preuve de



DR

directement les associations qui les soutiennent; et puis on embauche des chômeurs en fin de droits. *Partage* est aussi une entreprise d'insertion professionnelle et nous serons bons dans cette insertion si l'entreprise fonctionne. Je n'accepte pas le discours de certains qui disent que Genève a les moyens de payer 1500 personnes à ne rien faire. Genève a les moyens de payer 1500 personnes pour faire quelque chose qu'aucune entreprise ne fera parce que ce n'est pas suffisamment rentable! Pour nous, il n'y a pas de travail occupationnel ni de faux boulots. S'il y a peu de tournus dans notre équipe, c'est que les gens y trouvent leur compte.

créativité. Nous avons pour objectif d'être un service associatif privé du canton. La dépendance est là, alors autant la revendiquer, car elle n'empêche pas notre autonomie. Nous souhaitons donc être dépendants de tout le monde, de nos autorités, des entreprises alimentaires et des associations qui ont besoin de nous. Le potentiel d'emplois dans le recyclage des déchets et des aliments pour de petites entreprises est immense.

PARTAGE
Avenue du Cardinal-Mermillod 13
1227 Carouge GE
Tél +41.22.301.11.78
Fax +41.22.300.60.58
centrale@partage.ch
<http://www.partage.ch/>

Entretien Virginie Studemann Wathier

Militer pour une politique au cœur des quartiers

Pour beaucoup de socialistes l'engagement au niveau local est essentiel. Améliorer les conditions de vie dans les quartiers, développer les solidarités et renforcer les liens sociaux sont au centre de la politique de la ville. Virginie Studemann Wathier est fortement impliquée dans son quartier et au parti socialiste. Rencontre.

Propos recueillis par Virginie Keller

Où as-tu passé ton enfance ?

VSW : Je suis née à Paris en 1968, j'ai grandi en banlieue parisienne puis à Paris. Ma maman était infirmière et mon papa travaillait comme indépendant dans le domaine de l'électro-mécanique.

Comment est né ton intérêt pour la politique ?

VSW : Nous parlions politique à la maison, cela faisait partie des sujets favoris du dimanche midi. Nous votions en famille, nous lisions la presse, ma sœur plus âgée de 9 ans m'emmenait dans les lieux où on débattait. J'ai eu très vite le goût du débat ! Et puis, il y a l'Histoire...

À l'âge de 13 ans j'ai vécu l'élection de Mitterrand et l'euphorie collective place de la Bastille sans comprendre vraiment ce qui se passait mais il y avait une énergie incroyable, le partage, l'émotion et l'espoir d'un vrai changement.

Ce goût pour la politique s'est exprimé pendant tes études ?

VSW : En 1986, quand je suis entrée à la fac il y avait les grèves contre les lois Devaquet et son projet de privatisation de l'Université. J'ai fréquenté les amphis et découvert les syndicats étudiants, j'ai vécu mes premières manifestations. La conscience politique se construit aussi à travers les études, l'histoire, le droit, l'économie, la sociologie.

Tu as fait quelles formations ?

VSW : J'ai fait une licence d'administration économique et sociale puis une maîtrise en sciences politiques et un 3^e cycle en communication, politique et animation locales. J'avais un stage à faire, j'ai choisi l'échelle locale, une municipalité.

Pourquoi l'échelle locale ?

VSW : J'ai travaillé sur les questions liées à la citoyenneté et la démocratie locale. Les rapports entre le pouvoir politique et les habitant-e-s sont passionnants. Il fallait vraiment inventer une nouvelle manière de communiquer, sortir de la logique publicitaire, construire le participatif. J'ai fait mon stage de trois mois au cabinet du Maire de Vitrolles, un socialiste, il y avait une forte menace du Front National. Deux ans plus tard, Megret a gagné les élections et la gauche a perdu cette mairie. J'ai aussi milité contre le FN.



DR

Après ton diplôme, tu as fait quoi ?

VSW : J'ai été embauchée par une société d'études, de sondages et d'analyses de discours. On travaillait essentiellement pour les pouvoirs publics et les collectivités locales. Durant cinq ans j'ai eu l'occasion de collaborer avec des municipalités socialistes.

Comment es-tu arrivée à Genève ?

VSW : L'amour ! J'ai rencontré mon compagnon, un genevois, il avait un enfant à Genève donc j'ai pris la décision de déménager. Je suis arrivée en 1999. J'arrive aux Pâquis et en attendant mon permis de travail, je tombe enceinte... Très vite, j'ai ressenti le besoin de m'ancrer dans mon quartier.

Quel est ton engagement dans ton quartier ?

VSW : Associatif ! Je me suis engagée au comité du jardin d'enfant de ma fille. J'ai été secrétaire aux Créateliers, une association et un lieu d'expression, membre du comité de la Maison de quartier des Pâquis. Aujourd'hui, je suis membre de comité de l'association de parents d'élèves. Je participe à la coordination des associations des Pâquis, je représente aussi l'association pour tout ce qui est sécurité piétonne et aménagement. A travers mes activités associatives, je suis tout le temps en lien avec les problématiques municipales.

Quand as-tu rejoint la section Ville du parti socialiste ?

VSW : Je vivais mal le fait de ne pas pouvoir voter, de ne pas être une citoyenne à part entière. J'ai demandé ma naturalisation et

quand j'ai eu le droit de vote, en 2006, je me suis engagée au parti socialiste.

Tu t'engages très rapidement et fortement dans la section de la Ville de Genève, tu vas au Comité puis au Bureau, tu assumes une année de vice-présidence, tu deviens présidente du groupe égalité en 2008, tu aimes l'engagement politique ?

VSW : Oui, c'est ce que j'aime faire dans la vie. La politique a toutes les qualités, c'est à la fois théorique et concret, cela concerne l'échelle mondiale, nationale, locale, la vie du quartier, cela touche tous les aspects de la vie humaine, c'est être ensemble et construire collectivement !

Tu es également impliquée pour l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est quoi être féministe chez les socialistes ?

VSW : Ce n'est pas être contre les hommes, ce n'est pas que pour promouvoir les femmes... l'égalité fait avancer toute la société, les femmes et les hommes. Nous devons continuer à motiver les candidatures des femmes, à les accompagner et enrichir le débat sur la parité et les quotas. Nous devons aborder les thématiques de fond, intervenir sur les questions d'actualité comme le démantèlement des Etudes genre à l'Université et surtout, lutter contre les attaques telles que l'initiative contre le remboursement de l'IVG lancée par un comité inter parti composé notamment d'évangélistes et d'UDC. Rien n'est acquis pour les droits des femmes.

Mais il y a des victoires quand même !

VSW : Oui, heureusement, on va fêter le 50^e anniversaire du droit de vote des

femmes à Genève le 6 mars prochain ! La Ville et le Canton organisent un événement pour fêter cet anniversaire « 50 ans déjà ? 50 ans seulement ? »

Le parti socialiste traverse-t-il une crise ?

VSW : Je ne crois pas à l'idée d'une crise du parti, c'est le monde entier qui est en crise ! L'économie a changé, l'ultra-libéralisme a pris le dessus, il faut en prendre acte. Nous devons réaffirmer nos valeurs : la justice sociale, la répartition des richesses, le rôle de l'Etat, de la société civile, du monde associatif. Le parti doit donc être très clair sur ses positions et s'en tenir là. Par exemple, lors du débat sur la baisse d'impôt, le bouclier fiscal pour les très grosses fortunes aurait dû être dénoncé de manière forte pour réaffirmer nos priorités.

Il manque peut-être une cohérence interne, les socialistes sont parfois divisé-e-s ?

VSW : Le grand écart entre les positions ne simplifie pas la vie... cette diversité d'opinions est une de nos forces et une de nos faiblesses. Mais il y a un moment où il faut trancher, sinon cela donne une mosaïque, qui est certes très démocratique, mais pas très claire politiquement.. Tous les partis ont leurs incohérences : les Verts font venir les Hedge Funds et parlent de décroissance... Ils votent des baisses d'impôts alors que l'Etat devrait investir dans la mobilité douce, l'écologie et les énergies renouvelables !

Alors comment se positionner ?

VSW : Nous ne devons pas nous contenter de gérer les crises et les effets pervers de l'économie libérale. Qui a dit « cessons de changer le pansement, pensons le changement » ? Se distancer d'une logique dite pragmatique mais qui masque une logique libérale et proposer de véritables changements. La loi Longchamp sur le chômage était inacceptable, à nous, aujourd'hui, de faire des propositions. Sur le territoire de la Ville, il est urgent de préserver la mixité sociale dans les quartiers, Genève ne doit pas devenir une ville pour les privilégiés. La clé, c'est le logement.

On sent ton attachement à la ville.

VSW : Genève, c'est la diversité culturelle, les langues et les modes de vie du monde entier, elle est très urbaine mais proche de la nature. On a une offre culturelle très importante, un territoire exigu qui donne ce sentiment de proximité particulier. A nous de nous engager pour qu'elle reste vivante et ouverte.



50 ANS DÉJÀ ? 50 ANS SEULEMENT ?

Le 6 mars 1960, les électeurs de notre canton octroyaient le droit de vote et d'éligibilité aux femmes. Pour célébrer cet anniversaire, le département de la sécurité, de la police et de l'environnement du Canton de Genève (DSPE) et le département des finances et du logement de la Ville de Genève ont le plaisir de vous inviter le :

samedi 6 mars 2010 à 16h00

au Palais Eynard
4 rue de la Croix-Rouge
1204 Genève

Spectacles et performances

PROGRAMME

16h00
16h30

Ouverture des portes et performance « De l'autre côté de l'isoloir »
Bienvenue et allocutions officielles de Mesdames :
Sandrine Salerno, conseillère administrative de la Ville de Genève
Isabel Rochat, conseillère d'Etat
Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale

17h00
18h00
19h00
20h00

« De quoi se plaignent les femmes genevoises ? » - 1^{ère} représentation
Verre de l'amitié et performance « De l'autre côté de l'isoloir »
« De quoi se plaignent les femmes genevoises ? » - 2^{ème} représentation
Clôture
Réservation indispensable pour la première ou la deuxième représentation à egalite@etat.ge.ch

